

RAPPORT DE GESTION

Pour la période de trois (3) mois se terminant le 31 mars 2015

Ces commentaires et analyses de la direction pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015 devraient être lus conjointement avec les états financiers intermédiaires non vérifiés de Les Ressources Komet Inc. pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015 et les états financiers vérifiés de la période quinze mois terminée le 31 décembre 2014 de Les Ressources Komet Inc..

Ce compte rendu a été effectué par la direction grâce aux renseignements disponibles au 28 mai 2015. De l'information supplémentaire sur la Société se retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

Déclarations prospectives

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que des risques et incertitudes reliés à l'exploitation et à la situation financière de la Société. Des déclarations contenues dans ce rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de KOMET peuvent constituer des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières. La direction de KOMET tient à préciser que, compte tenu de leur nature, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques inconnus qui peuvent faire en sorte que les résultats réels et futurs de la Société diffèrent sensiblement de ceux qui sont énoncés. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la direction n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

Aperçu général des activités de l'entreprise au 31 mars 2015

Premier trimestre terminé le 31 mars 2015

Propriété Guiro/Diouga

L'élément le plus significatif au cours du présent trimestre est certes l'autorisation du transfert de permis de la mine d'or obtenue après de multiples efforts de la part des dirigeants de KOMET. En effet, le 25 mars 2015, le Conseil des ministres du Burkina Faso a adopté un décret portant sur la cession de la totalité du permis industriel de mine d'or Guiro/Diouga de la société Stremco SA à la société Komet Ressources Afrique SA, filiale détenue en propriété exclusive par les Ressources Komet Inc. Une somme de 80 037 944 CFA, soit l'équivalent 176 704 \$ (CAD) a été versée au gouvernement du Burkina Faso en règlement de dettes antérieures de Stremco SA, représentant la quote-part devant être assumée par Komet lors de l'entente initiale permettant la mise à jour du dossier de Stremco SA. Cette mise à jour avec le gouvernement était nécessaire dans le cadre du transfert de permis. La version originale et finale du décret est signée et datée du 12 mai 2015 par les différents ministres concernés du Burkina Faso et a été reçue dans les derniers jours de mai 2015, ce qui permettra de finaliser la transaction dès les premiers jours de juin 2015.

Avancement des travaux sur la propriété Guiro/Diouga

Dans l'attente de l'autorisation du transfert de permis, Komet SA a signé une entente de sous-traitance avec Stremco SA permettant à Komet de travailler sur le site.

Durant la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, d'importants travaux ont été effectués sur le site dont les principaux sont les suivants :

Lixiviation en cuves

Dès janvier, la reconstruction du système de lixiviation en cuves ou « vat leaching » était déjà suffisamment avancée pour commencer les premiers essais pilotes. Le procédé a été complètement revu pour passer d'un système de noyage (du haut vers le bas) à un système de percolation (du bas vers le haut). Ces essais, qui se poursuivront encore pendant plusieurs mois, ont pour but d'optimiser le nouveau procédé en variant les méthodes utilisées telles que les débits, la granulométrie, les teneurs du matériel traité, l'efficacité de l'élution, etc. Les essais ont été menés jusqu'à maintenant avec les rejets disponibles sur le site. Les premières ventes d'or ont été effectuées dans le cadre de ces essais au mois de mars 2015 et ont généré un revenu brut de 18 459 000 CFA soit l'équivalent de 40 377 \$ CAD.

Travaux généraux de restauration

L'évaluation, l'entretien et la mise à niveau des installations en place se sont poursuivis tout au long du premier trimestre. Citons entre autres la sécurisation des installations sous terre, l'évaluation des installations électriques, l'entretien et la réparation de la machinerie et des véhicules de services, le déménagement et reconstruction du laboratoire et les travaux généraux d'entretien et de rénovation des équipements de concassage et de broyage.

Propriété FCI

Durant ce trimestre, aucun travail n'a été effectué sur cette propriété. L'entente avec Virginia Mines a été reportée au 31 août de chaque année pour les travaux d'exploration devant être effectués annuellement. La Société doit effectuer des travaux de l'ordre de 435 227 \$ d'ici le 31 août 2015 pour demeurer conforme à l'entente initialement signée. Un crédit d'impôt à l'exploration minière s'élevant à 160 725 \$ a été réclamé en date du 30 septembre 2014 sur les travaux effectués en 2013-2014. Ce montant a été reçu en mars 2015.

Activités de financement

Émissions d'actions

Durant le présent trimestre, la Société a émis 240 000 actions au prix de 0,05 \$ chacune à la suite de l'exercice de 240 000 options du courtier pour un montant total de 12 000 \$ et a émis 548 963 actions au prix de 0,305 \$ chacune à la suite de l'exercice de 548 963 bons de souscription aux actionnaires pour un montant total de 167 434 \$.

Émission de débentures

Le 28 avril 2015, la Société a annoncé par voie de communiqué son intention de procéder à un placement privé sous forme de débentures convertibles, d'un montant maximum de 3 000 000 \$. Les débentures convertibles auront une échéance de cinq ans et porteront intérêt au taux de 12 % par an calculé à partir de la date d'émission, payable semestriellement (les débentures). Jusqu'à un maximum de trois fois avant la date d'échéance, la société peut, à son choix, payer les intérêts courus par l'émission d'actions, basées sur le cours du marché à la date de paiement. Les débentures sont, au gré du souscripteur, convertibles à tout moment avant la date d'échéance, en actions ordinaires de la société à un prix de conversion de 0,65 \$ par action ordinaire. Après la

fin de la troisième année, la société pourra forcer la conversion des débetures si l'action de la société se transige à plus de 1,00 \$ pendant plus de 10 jours consécutifs. Les sommes ainsi accumulées seront ainsi utilisées pour financer l'exploration sur le permis Guiro/Diouga. L'ensemble des travaux d'exploration qui seront effectués auront pour but de compléter, sous la norme NI 43-101, une estimation des ressources aurifères du gisement filonien de Guiro.

ANALYSE DES RÉSULTATS POUR LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 2015 COMPARATIVEMENT À CEUX DE LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 MARS 2014.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Résultats

La compagnie a réalisé ses premières ventes d'once d'or au cours de la période de trois terminée le 31 mars 2015 qui ont été produites à même les stocks d'empilement de minerais (stockpiles) pour un montant total de 40 377 \$ alors que pour le trimestre correspondant de la période de trois mois terminée le 31 mars 2014 aucun chiffre d'affaires n'avait été réalisé. Les charges opérationnelles pour le développement de la Société ont totalisé 550 450\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2015 y incluant des frais de 222 984 \$ dépensés sur le site Guiro/Diouga pour poursuivre la revitalisation du site et aussi permettre nos premières ventes d'once d'or, pour les salaires d'un équipe québécois de travailleurs chevronnés et expérimentés travaillant sur le projet pour un total de 101 121 \$, pour des frais d'administration totalisant 146 293 \$ ainsi qu'un montant de 76 500 \$ à titre de rémunération fondée sur des actions suite à l'octroi de 850 000 options d'achat d'actions qui furent octroyées le 22 janvier 2015 comparativement à des charges opérationnelles de 70 623 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2014 se répartissant comme suit : frais liés à l'exploration minière et recherche de propriété minière qui ont totalisés 25 527 \$ et frais d'administration totalisant 45 096 \$.

Perte avant impôts sur le revenu et perte nette de la période

Depuis le début de la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, la Société a subi une perte de 504 586 \$ en comparaison d'une perte de 70 616 \$ pour la période correspondante de l'année dernière pour une augmentation de la perte de 433 970 \$ résultant principalement des charges d'exploration minière et des dépenses sur le site qui se sont passés de 25 527 \$ à 222 984 \$ soit une augmentation de 197 457 \$, de la nouvelle équipe de travail qui a été présente pendant les trois premiers mois de 2015 pour un coût total de 101 121 \$ alors qu'elle n'avait pas encore été embauchée en date du

31 mars 2014, des frais d'administration qui sont passés de 45 096 \$ à 146 293 \$ pour une augmentation de 101 197 \$ et par la rémunération fondée sur des actions de 76 500 \$ suite à l'octroi de 850 000 options d'achat d'actions qui furent octroyées le 22 janvier 2015 alors qu'aucune n'avait été émise dans la période correspondante de l'année dernière

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (non vérifiés)

	Premier Trimestre	Premier Trimestre	Premier Trimestre
Période terminée le :	31 mars 2015	31 mars 2014	31 mars 2013
	\$	\$	\$
Ventes d'or	40 377	-	-
Frais d'exploration généraux et dépenses sur le site	222 984	25 527	-
Salaires d'exploration minière	101 121	-	-
Frais de séjours et voyage	24 444	-	-
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	3 552	-	-
Salaires d'administration	37 768	-	-
Honoraires de gestion	25 000	20 833	-
Honoraires professionnels	32 841	8 094	10 799
Inscription et information des actionnaires	8 830	13 572	8 058
Divers frais d'administration	17 410	2 597	1 896
Rémunération fondée sur des actions	76 500	-	-
Gain de change	4 728	-	-
Revenus d'intérêts	759	7	1 733
Perte avant impôts	(504 586)	(70 616)	(19 020)
Perte nette	(504 586)	(70 616)	(19 020)
Perte de base et diluée par action	(0,012)	(0,002)	(0,001)

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2015

	31 mars 2015	31 décembre 2014
	\$	\$
Trésorerie et équivalent de trésorerie	374 776	682 073
Crédits d'impôt à l'exploration minière	-	160 725
Total des actifs courants	434 477	895 170
Dépôt sur acquisition mine d'or Guiro/Diouga	776 704	600 000
Total des biens miniers	261 976	261 976
Total des immobilisations corporelles	49 712	47 950
Total des actifs	1 522 869	1 805 096
Total des passifs courants	266 551	300 126
Total des capitaux propres	1 256 318	1 504 970
Total des passifs et capitaux propres	1 522 869	1 805 096

La situation financière de l'entreprise au 31 mars 2015 a changé de façon importante au cours du dernier trimestre compte tenu de la perte réalisée au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2015 qui s'est élevée à 504 586 \$, mais qui a été compensée partiellement par les émissions de nouvelles actions qui ont totalisé des apports de fonds à la Société de 179 434 \$, et du montant de 76 500 \$ comptabilisé à titre d'option d'achat d'actions.

Liquidités et financement

Au 31 mars 2015, la trésorerie s'élevait à 374 776 \$ comparativement à 682 073 \$ au 31 décembre 2014 soit une baisse de 307 297\$, qui est le résultat direct de la perte nette de liquidités subie en date du 31 mars 2015 qui s'élève à 424 534 \$, du versement effectué au gouvernement du Burkina Faso au montant de 176 704 \$ pour payer les sommes antérieures dues par STRESCO SA déduction effectuée des montants reçus lors des nouvelles émissions d'actions effectuées lors de l'exercice de bons de souscription qui ont totalisés 179 434 \$. Le fonds de roulement est de 167 926 \$ au 31 mars 2015 comparativement à un fonds de roulement de 595 044\$ au 31 décembre 2014 soit une diminution de 427 118 \$. De l'avis de la direction, le fonds de roulement au 31 mars 2015 n'est pas suffisant pour couvrir les dépenses courantes, les frais d'exploration sur la propriété FCI et pour la mise en exploitation et exploration de la propriété Guiro/Diouga pour la prochaine année. Le 28 avril 2015, la Société a annoncé son intention d'avoir

recours à un financement additionnel par l'entremise d'un placement privé sous forme de débetures convertibles d'un montant maximum de 3 000 000 \$ (voir évènement subséquent).

Activités d'exploitation

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2015, les flux de trésorerie ont baissé de 304 713 \$ comparativement à une diminution de 5 006 \$ pour le trimestre de l'année dernière ce qui représente une augmentation de la diminution de 299 707 \$. Cette augmentation de diminution est principalement le résultat de l'augmentation de la perte liée aux opérations de l'ordre de 353 918 \$ mais qui a été compensé en partie par l'encaissement du montant de 160 725 \$ qui était à recevoir comme crédits d'impôt à l'exploration minière.

Activités de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement de l'entreprise pour le trimestre terminé le 31 mars 2015 se sont élevés à 179 434 \$ suite à l'exercice de bons de souscription alors qu'aucun financement n'avait eu lieu dans la période correspondante de l'exercice précédent.

Activités d'investissement

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2015, les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement ont totalisé 182 018 \$ alors qu'un montant de 22 143 \$ avait été utilisé dans la période correspondante de l'année précédente. Ces fonds ont été utilisés en 2015 principalement pour effectuer le versement de la dette de 176 704 \$ due à l'état du Burkina Faso par STRECO SA pour permettre le transfert du permis GUIRO/DIOUGA alors que l'an dernier une somme de 22 143 \$ avait été engagé à titre de frais d'exploration sur la propriété FCI.

Capitaux propres

Les capitaux propres qui étaient de 1 504 970 \$ au 31 décembre 2014 ont diminué de 248 652 \$ pour se situer à 1 256 318 \$ au 31 mars 2015. Cette diminution est le résultat direct de la perte après trois mois au 31 mars 2015 qui s'élève à 504 486 \$ qui a été compensé en partie par l'émission privé d'actions pour un total net de 179 434 \$ suite à l'exercice de 240 000 bons de souscription émis au courtier à 0.05 \$ chacun et par l'exercice de 548 963 bons de souscription émis aux actionnaires au prix de 0.305 \$ chacun et du montant comptabilisé aux options d'achat d'actions de 76 500 \$. Le nombre d'actions émises et en circulation au 31 mars 2015 est de 43 272 510 soit 788 963 actions

de plus qu'au 31 décembre 2014. Au 31 mars 2015, 4 300 000 (3 450 000 options émises au 31/12/2014) options d'achat d'actions sont émises et en circulation en vertu du régime d'options (aucune option n'était en circulation au 31 mars 2014).

Obligations contractuelles

L'entente avec Mines Virginia Inc. est entrée en vigueur suite à l'assemblée extraordinaire du 7 octobre 2013 comportant un engagement d'investir 4 000 000 \$ sur les six prochaines années se répartissant comme suit, assumant que l'option sur la propriété FCI est assumé :

Avant le 1 ^{er} anniversaire	350 000 \$ (montant déboursé en décembre 2013)
Avant le 31 août 2015	500 000 \$ (déboursés accumulés en date du 31/03/2015 64 773 \$)
Avant le 31 août 2016	600 000 \$
Avant le 31 août 2017	700 000 \$
Avant le 31 août 2018	900 000 \$
Avant le 31 août 2019	950 000 \$

Opérations entre parties liées

La Société a conclu durant le présent trimestre et durant l'exercice avec des dirigeants les transactions suivantes :

	Trimestre 31 /03/2015	Cumulatif 31/03/2015	Trimestre 31/03/2014	Cumulatif 31/03/2014
Honoraires de gestion	25 000	25 000	20 833	20 833
Honoraires professionnels-comptabilité	14 817	14 817	3 000	3 000
Honoraires professionnels-légaux	-	-	1 845	1 845

La direction considère que ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et qu'elles ont été conclues aux mêmes conditions que les opérations courantes avec des tiers non apparentés.

Événement subséquent

Acquisition de la propriété minière Guiro/Diouga

En vertu d'un protocole d'accord signé le 2 mai 2014, la Société s'est engagée à procéder à l'acquisition de tous les actifs de Stremco SA, dont un intérêt de 100 % dans la mine d'or Guiro/Diouga situé au Burkina Faso en considération de 600 000 \$ en espèces (versé en dépôt en fidéicommiss), de la prise en charge de dettes pour un maximum de 1 220 012 900 francs CFA (soit environ 2 800 000 \$), du paiement d'une dette due à l'État du Burkina Faso (paiement de 80 037 844 CFA ce qui représentait 176 704 \$ CAN qui fut effectué le 12 février 2015 à titre de paiement final) ainsi que de l'émission de 3 000 000 actions ordinaires de la Société. Le vendeur conservera une royauté brute de 2 % des ventes d'or effectués au-delà d'un montant de 1 300 \$ l'once jusqu'à un montant maximal de 2 000 000 \$. La bourse de croissance TSX a approuvé la transaction le 22 juillet 2014. Le 25 mars 2015, le transfert du permis a été autorisé par décret par le conseil des ministres du Burkina Faso et c'était la dernière condition à être remplie pour finaliser l'acquisition. Dans les derniers jours du mois de mai 2015, la Société a reçu la version originale et finale du décret, signée et datée du 12 mai 2015, ce qui permettra de finaliser la transaction dans les premiers jours de juin 2015.

Placement privé de 3 000 000 \$

Le 28 avril 2015- la Société annonce son intention de procéder à un placement privé sous forme de débentures convertibles, d'un montant maximum de trois (3) millions de dollars (CAD). Les débentures convertibles auront une échéance de cinq ans à compter de la date de clôture du placement et porteront intérêt au taux de 12 % par an calculé à partir de la date d'émission, payable semestriellement. Jusqu'à un maximum de trois fois avant la date d'échéance, la Société peut, à son choix, payer les intérêts courus par l'émission d'actions, basé sur le cours du marché à la date de paiement. Les débentures sont, au gré du souscripteur, convertibles à tout moment avant la date d'échéance, en actions ordinaires de la société à un prix de conversion de 0.65 CAD par action ordinaire. Après la fin de la troisième année, la Société pourra forcer la conversion des débentures si l'action de la Société se transige à plus de 1.00 pendant plus de 10 jours consécutifs.

Valeur comptable des biens miniers

À la fin de chaque trimestre, une analyse des travaux d'exploration est faite afin d'évaluer le potentiel futur des propriétés. Suite à cette analyse des radiations sont effectuées s'il y a lieu. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2015 aucune radiation n'était requise.

Principales méthodes et estimations comptables

Nous vous invitons à vous reporter à la section appropriée dans les états financiers pour les périodes de trois mois closes les 31 mars 2015 et 2014. Il n'y a aucun changement significatif dans les méthodes et estimations comptables de la Société depuis le 31 décembre 2014, à l'exception des principes, méthodes et estimations comptables en relation avec la constatation des produits compte tenu des premières ventes d'once d'or qui ont été effectuée dans le trimestre terminé le 31 mars 2015.

Informations sur les actions en circulation

La Société peut émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale. Au 31 mars 2015 un nombre total de 43 272 510 actions étaient émises et en circulation dont 6 822 500 étaient entières et seront libérées à tous les six mois, échéant en décembre 2016. De plus, 3 907 755 bons de souscription étaient émis aux actionnaires au prix de 0,305 \$ l'action, échéant le 29 avril 2016. La Société peut toutefois en exiger la conversion dans la mesure où le titre se transige à 0,40 \$ pour une période minimale de 15 jours ouvrables consécutifs. Des bons de souscription au nombre de 748 500 émis au courtier sont en circulation (225 000 au prix de 0,05 \$ par action, échéant le 13 décembre 2015 et 523 500 au prix de 0,305 \$ par action, échéant le 29 avril 2016). La Société maintient un régime d'option d'achat d'actions en vertu duquel le nombre d'options d'achat d'actions octroyées ne peut excéder 2 763 150 options. Ce régime a été révisé à la suite d'une assemblée du conseil d'administration tenue le 22 mai 2014 et le nombre d'options pouvant être émises a été porté à 5 000 000. Toutefois, ces amendements au régime devront être approuvés par la Bourse de croissance TSX et par les actionnaires lors de la prochaine assemblée générale annuelle. Au 31 mars 2015, un total de 4 300 000 options d'achat d'actions était en circulation pouvant être exercé à des prix variant de 0,47 \$ à 0,52 \$ mais tant que les approbations n'auront pas été obtenues seulement 2 763 150 options pourront être exercées. Au 31 mars 2014, aucune option n'était en circulation.

RISQUES D'AFFAIRES

Risques et incertitudes

L'énoncé suivant présente un certain nombre de risques importants qui, de l'avis de la direction, peuvent avoir une incidence sur les affaires de la Société. Il existe également d'autres risques non décrits ci-dessous, qui existent actuellement, ou qui pourraient survenir dans le futur à l'égard des opérations de la Société.

Risques financiers

Dans l'avenir, des fonds additionnels pourront être requis à n'importe quel moment pour financer des travaux d'exploration ou de la mise en valeur de façon à localiser des gisements ou à mettre en valeur de tels gisements dont le projet aurifère GUIRO/DIOUGA. La société pourra obtenir de nouveaux fonds par l'émission de capital social additionnel, emprunts ou autres instruments de dettes. Il n'existe aucune assurance quant à l'obtention de ces types de financement.

De plus, même si ces financements étaient complétés avec succès, rien ne garantit qu'ils soient obtenus selon des modalités favorables pour la Société, ou qu'ils lui fournissent des fonds suffisants pour atteindre ses objectifs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société et sa situation financière.

Bien que la Société ait obtenu des opinions sur les titres de la propriété qu'elle partage avec VIRGINIA et sur le projet aurifère GUIRO/DIOUGA, et qu'elle ait prit des moyens raisonnables pour s'assurer d'un titre de propriété valide, il n'existe aucune certitude que ses titres de propriété ne seront pas contestés ou remis en question. De tierces parties pourraient avoir des réclamations valides quant à des portions sous-adjacentes aux intérêts de la Société.

Risque lié à la réglementation gouvernementale

Les activités de la Société doivent être conformes aux diverses lois et obligations qui portent sur l'exploration et la mise en valeur, la protection de l'environnement, l'obtention de permis et l'autorisation des opérations minières dans son ensemble. La Société croit qu'elle est conformité avec les aspects importants des lois. Un changement de la législation pourrait avoir un effet significatif négatif sur les opérations de la Société.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Les perspectives d'avenir sont liées :

- À la capacité de l'entreprise d'effectuer régulièrement des levées de fonds par voie de placements privé et ou accreditifs pour poursuivre les recherches et acquisitions de nouvelles propriétés minières et de continuer d'effectuer des programmes d'exploration ciblés.
- La stratégie de la Société est axée sur la découverte et le développement de gisements économiquement viables d'or et de métaux de bases.
- La mise en valeur de la mine d'or GUIRO/DIOUGA acquise au Burkina Faso (acquisition qui sera complétée dès le début de juin suite à la réception dans les

- derniers jours du mois de mai 2015 du permis officiel dont le transfert a été approuvé par décret par le Conseil des ministres le 25 mars 2015).
- L'acquisition et le développement de propriétés minières particulièrement au Burkina Faso.
- Les perspectives d'avenir décrites ci-dessus constituent de l'information prospective qui de par sa nature comporte des incertitudes et des risques connus et inconnus.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

D'autres renseignements sur Komet, sont disponibles sur le site public internet du système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) à l'adresse www.sedar.com. Et sur le site Internet de KOMET à l'adresse www.Kometgold.com

(s) André Gagné

-

Président et chef de la direction

(s) Robert Wares

Président du conseil d'administration